



CCI Le HAVRE

Enquête Réveiller la Croissance

janvier 2008

En octobre et novembre derniers, la CCI a mené une action baptisée "Réveiller la croissance". Une quarantaine de collaborateurs de la CCI ont rencontré près de 300 PME / PMI de l'Estuaire pour mieux les connaître et identifier les freins et les leviers de leur croissance.

Cette action territoriale s'inscrit dans la dynamique nationale de la Commission pour la libération de la croissance française présidée par Jacques Attali. Les travaux de cette commission sont axés sur la libération du travail, la revitalisation du marché des biens et des services et l'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises.

Les résultats de cette enquête vont permettre à la CCI du Havre d'orienter ses actions futures et de contribuer à la réflexion engagée par le gouvernement dans le cadre de la commission Attali.





Contexte économique

La région havraise et la France souffrent d'une sous estimation du poids économique de l'industrie dans notre appareil statistique.

L'industrie régionale a connu de nombreuses mutations pour résister à une concurrence internationale toujours plus forte, et ces entreprises ont externalisé les fonctions périphériques au process de production (études, informatique, maintenance, logistique, nettoyage...).

La catégorie INSEE des services comprend une part majeure des services externalisés de l'industrie.

Il est nécessaire pour évaluer le véritable poids économique de l'industrie et de sa contribution au PIB, de réintégrer l'ensemble de ces services.

L'exercice réalisé sur le territoire du Havre conduit à constater que l'industrie et les services directement associés à l'industrie constituent plus de 60% de l'emploi privé de notre territoire.

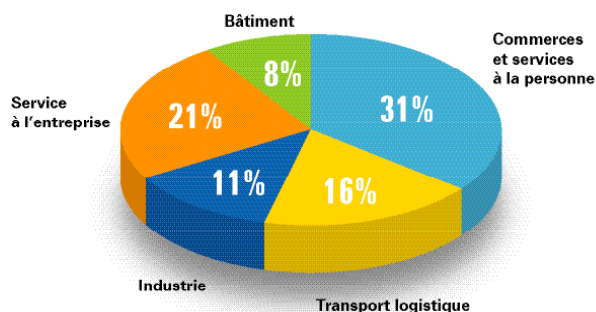
Par ailleurs les biens industriels représentent plus de 75% des échanges commerciaux mondiaux.

La CCI du Havre remercie les entreprises qui ont accepté de participer à cette enquête.

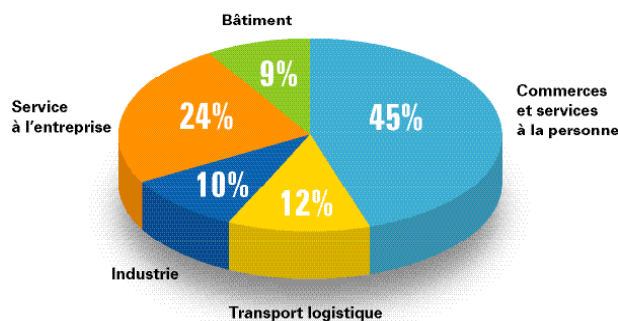
Méthodologie

Une enquête menée auprès de 300 entreprises

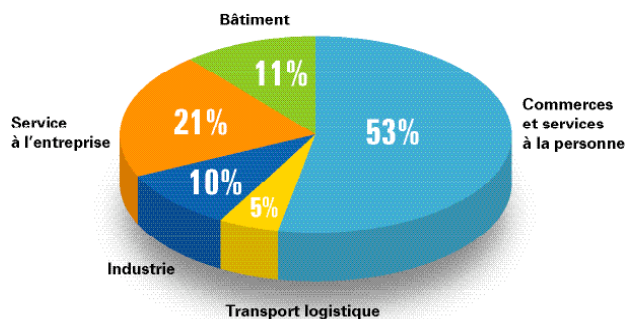
Les entreprises interrogées se répartissent de la façon suivante :



Cet échantillon est à rapprocher de la structuration du tissu économique du bassin havrais (29 communes pour une population d'environ 268 000 habitants) constitué de 6100 entreprises et articulé selon la répartition suivante :



Le territoire de l'Estuaire regroupe quant à lui quatre zones d'emploi (Le Havre, Bolbec-Lillebonne, Fécamp, Lisieux), 424 communes et environ 580 000 habitants (Recensement de la population 1999, Insee). 21 700 établissements sont dénombrés sur ce territoire et répondent à la segmentation suivante :



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

UNE CONFIANCE MESURÉE

La confiance des dirigeants reste mesurée, avec une situation financière des entreprises assez favorable. 52 % voient une amélioration de leur CA en 2008 avec des marges quasi stables. A contrario, 15 % notent une dégradation prévisible de leur CA. Les dirigeants font par ailleurs preuve d'impatience quant au rythme des réformes et restent partagés sur leur efficacité réelle pour relancer l'économie.

Le niveau de trésorerie des entreprises semble jusqu'à ce jour bien résister et 60 % des entreprises présentant des projets immobiliers souhaitent le faire au travers d'acquisition de foncier ou de bâtiments.

Les créations d'entreprises sont à plus de 50% associées au secteur des services.



© P. Brulin

L'essentiel

Desserte ferroviaire : un frein au développement

Les dirigeants soulignent pour près de 60% le dynamisme économique du Havre, mais trouvent l'infrastructure du réseau ferré très en retard et en décalage avec ce que les acteurs économiques sont en droit d'attendre du transport ferroviaire aussi bien en terme de qualité qu'en terme de temps de transport. Cet état de fait constitue pour beaucoup un frein au rayonnement économique de la région.

Le Havre se doit d'agir sur ce point dans les meilleurs délais pour tenir sa place en terme de concurrence internationale. Une ligne TGV connectée à Paris est la piste la plus souvent évoquée. Les dirigeants soulignent qu'un temps de parcours réduit pourrait les faire revenir à des solutions de transport en commun pour des déplacements Le Havre-Paris.



INTERNATIONAL ET INVESTISSEMENTS FACTEURS DE COMPETITIVITE

Oser l'international

Le niveau d'exportation des PME est médiocre, l'appréciation de la monnaie va accentuer cet effet et contribuer à la dégradation du solde des échanges.

Près de 60% des entreprises interrogées n'ont aucun CA à l'international. Pour les PME exportatrices, la part moyenne de chiffre d'affaire à l'international est d'environ 15%.

Elles craignent que des actions à l'international pèsent sur leurs coûts commerciaux et donc leur compétitivité.

Investir pour moderniser le processus de production

Plus de 63% des entreprises ont une politique d'investissement de production régulière et planifiée.

La décision est en général déclenchée dans le but de moderniser le processus de production pour environ un quart,

Près de 40% des entreprises exportatrices estiment que l'euro constitue un handicap pour l'économie française et notamment vis-à-vis du dollar. Pour autant, sur la base de l'échantillon, 90% des échanges s'effectuent au sein de la zone Euro.

pour remplacer le matériel obsolète pour un peu plus de 12% et pour 7% en vue de maintenir sa performance vis-à-vis de la concurrence.

Seulement 8% des investissements sont réalisés pour des raisons de développement de nouveaux produits.

Environ 4% investissent dans du matériel d'occasion.

40% des investissements proviennent de « sources » françaises.

Le système bancaire semble durcir les conditions de crédit et l'attitude réservée des banques est très perceptible pour les entreprises.

L'essentiel

Trouver des idées

Sur le thème de l'international, les entreprises souhaitent notamment agir sur les connaissances techniques en se familiarisant avec des innovations ou approches qui contribuent à réduire leurs dépenses.

L'essentiel

Vif intérêt pour le crédit impôt

Le concept de crédit d'impôts pour les investissements apparaît comme une piste à examiner ou à élargir.



FISCALITE ET REGLEMENTATIONS DES PRIORITES

L'essentiel

Pour ce qui est des facteurs jugés prioritaires pour relancer la croissance, la fiscalité et le marché du travail sont placés en tête par près de 70% des dirigeants.

Les allègements généraux des cotisations patronales apparaissent comme un levier de la croissance.

De façon générale, les TPE se sentent oubliées notamment vis-à-vis du poids des réglementations et au regard des difficultés à obtenir des soutiens financiers pour leurs investissements.

Simplification urgente

Concernant les aides aux entreprises, environ 25 % des dirigeants souhaitent une simplification et une rationalisation devant s'accompagner en tout état de cause d'une réduction de leur nombre.

Les problèmes de prolifération de la réglementation notamment européenne sont de plus en plus pesants pour les dirigeants d'entreprises. La simplification de leur environnement revêt un caractère d'urgence. C'est leur permettre plus de réactivité et d'auto-adaptation et donc plus de compétitivité. Les PME ont en effet affaire à une gestion administrative de plus en plus complexe.



MARCHE DU TRAVAIL

PLUS DE SOUPLESSE

Majoritairement, les dirigeants demandent plus de souplesse sur le marché du travail.

Ils éprouvent des difficultés à recruter. 20% utilisent l'ANPE, 17% les candidatures spontanées et environ 5% l'interim.

On note, désormais, un recours significatif aux réseaux personnels du dirigeant (environ 12%).

Presque 4% se tournent également vers les écoles et les associations d'anciens élèves.

94% des recrutements réalisés par l'échantillon proviennent du bassin normand.

Les principaux facteurs déclencheurs de l'acte de recrutement sont la croissance de l'entreprise (pour 53%) et le remplacement de salariés partant à la retraite (pour environ 21%).

Avec 88% de TPE (entreprises de moins de 10 salariés), notre territoire souffre d'un nombre trop faible de PME de taille significative de 100 à 250 salariés. Ce sont ces dernières qui présentent le plus de potentialités d'innovation et développement à l'international.



L'essentiel

De nombreuses attentes

Les dirigeants pensent en majorité qu'il convient, d'une certaine façon, de réhabiliter le travail et ce dès les premiers contacts avec le monde économique (stages, découverte des métiers...).

Par ailleurs, les dirigeants souhaitent être aidés pour maintenir des seniors en poste tout en les déchargeant de la « production » et en leur permettant d'assurer un transfert de savoir-faire et un tutorat à destination des plus jeunes. Des soutiens financiers sont attendus sur ce point.

Les effets de seuil d'effectifs (entre 10, 20, 50) présentent des effets négatifs et conduisent à un nombre trop important de TPE.

Les dirigeants souhaitent que l'Etat engage une politique de lutte systématique contre les fraudes et pratiques abusives notamment dans le cadre du marché du travail.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

ENCOURAGER L'INNOVATION

Encourager l'innovation, c'est rompre avec les politiques traditionnelles de soutien de la demande pour s'engager résolument dans une politique de développement de l'offre.

Seuls 8% des entreprises ont une activité Recherche & Développement de nouveaux produits, services ou concepts. Elles y consacrent en moyenne environ 80k€ par an.

Les dépenses de recherche restent concentrées sur un faible nombre d'entreprises et les technologies concernées touchent principalement aux technologies de l'information et à l'énergie.

50% des entreprises qui ont une activité interne de Recherche & Développement font appel à des partenaires extérieurs type laboratoires universitaires, centre d'innovation et de transfert de technologies...

Ces relations de sous-traitance ou de coopération correspondent à une part faible des dépenses R & D. La part de financement public est estimée à environ 10%.

37% des entreprises pratiquent une veille concurrentielle. Elle s'effectue pour plus de 32% au travers de la lecture de la presse professionnelle et auprès des clients directs.

6% utilisent l'analyse de données sectorielles et moins de 2% commandent des études de marchés.

30% des entreprises disent se livrer à une veille technologique ou à un suivi de nouveaux concepts ou nouveaux produits, majoritairement au travers du recensement et de l'analyse de revues spécialisées.



L'essentiel

Des aides financières

Pour innover les entreprises attendent :

- des soutiens financiers type FRAC,
- une campagne nationale d'information,
- davantage de sanctions des contrefaçons.



CCI Le HAVRE

Esplanade de l'Europe - BP 1410
76067 Le Havre

Tél. 02 35 55 26 00 - Fax 02 35 55 26 26

www.havre.cci.fr

